



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WEEECYCLING
13 RTE DES IFS
76400 TOURVILLE-LES-IFS

Références : 20220104_VI_WEEECYCLING_Récolement-APMU

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2022 dans l'établissement WEEECYCLING implanté 13 RTE DES IFS 76400 TOURVILLE-LES-IFS. L'inspection a été annoncée le 29/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été organisée afin d'étudier les éléments remis par l'exploitant suite à l'incendie du 10 novembre 2021 en vue d'autoriser le redémarrage des activités suspendues par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 25 novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEEECYCLING
- 13 RTE DES IFS 76400 TOURVILLE-LES-IFS
- Code AIOT dans GUN : 0003901259
- Régime : Déclaration
- Activité principale : Centre de tri/traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 25 novembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations de tri et conditionnement des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – Article 3.6 alinéa 2	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – Article 4.1	/	
Évaluation des substances émises et surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article Article 6	/	
Remise en service	Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article Article 8	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par courriel du 6 janvier 2022, l'inspection des installations classées a autorisé sous réserves, le redémarrage des activités suspendues au regard de l'ensemble des éléments transmis par l'exploitant.

L'exploitant est enjoint à être plus réactif sur la déclaration d'incident/accident, conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement qui précise que cette déclaration doit être réalisée "dans les meilleurs délais".

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Opérations de tri et conditionnement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – Article 3.6 alinéa 2
Prescription contrôlée : Article 3.6 alinéa 2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées 3.6. Opérations de tri et conditionnement des déchets Alinéa 2 : Les piles usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses
Constats : L'inspection a pu constater lors de la visite la séparation des piles/batteries lithium des autres piles/batteries. L'exploitant a indiqué que sa nouvelle procédure s'appuie sur la procédure Batribox. L'inspection a notamment pu constater l'utilisation de scotch pour les piles bouton et de vermiculite dans les fûts situés dans un conteneur à l'extérieur du bâtiment. Seuls les fûts terminés sont cerclés. Les piles/batteries en cours de démantèlement sont déposées dans des bacs plastiques avant d'être déposées en fin de poste dans un fût dédié. S'agissant des fûts contenant les piles/batteries non lithium, ils sont entreposés à l'extérieur sans abri. L'exploitant a précisé qu'un 2ème conteneur dédié avait bien été commandé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – Article 4.1
Prescription contrôlée : Article 4.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées 4.1 - Moyens de lutte contre l'incendie Alinéa 1 L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
Constats : L'exploitant a commandé 4 nouveaux extincteurs à poudre. Le jour de la visite, des sacs de sable étaient installés à plusieurs endroits et de nouveaux bacs et pelles étaient également commandés. Par courriel du 10 janvier 2022, l'exploitant a confirmé la bonne réception des bacs de sables et a transmis une photo. L'exploitant a indiqué que le bac identifié comme prenant l'eau à l'extérieur a également été changé. L'exploitant a par ailleurs indiqué que de nouveaux Appareils Respiratoires Isolants (ARI) ont été acquis et que de nouvelles formations d'Equipiers de Seconde Intervention (ESI) sont programmées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article Article 6

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant :

- évalue la nature et les quantités de déchets, produits, produits de décomposition, incluant ceux liés à la structure des bâtiments impactés (isolation, câbles, etc.), impliqués dans l'incendie ;
- évalue la nature et les quantités de substances dangereuses potentiellement émises dans l'environnement pendant la durée de l'incendie ;
- détermine et soumet à l'avis de l'inspection des installations classées s'il est nécessaire d'évaluer l'impact sanitaire des retombées atmosphériques de cet incendie. Si cette évaluation est rendue nécessaire, l'exploitant définit et soumet à l'avis de l'inspection des installations classées une stratégie pour la surveillance environnementale post-accidentelle des effets liés à l'incendie survenu le 10 novembre 2021.

Constats : Par courrier du 9 décembre 2021, l'exploitant a transmis un bilan des quantités de déchets ayant brûlés, indiquant que les substances émises pendant l'incendie sont le CO et CO2 et conclue que l'incendie a eu très peu d'impact sur le milieu extérieur et qu'il n'y a pas de nécessité de faire une évaluation du risque sanitaire.

Durant la visite, l'exploitant a indiqué une coquille dans le rapport d'expertise réalisé par la société LaughiConcept concernant des sorties de fumées au niveau de la porte d'entrée principale.

Au regard des éléments à la disposition, l'inspection considère que l'exploitant doit :

- obtenir la confirmation de l'erreur par la société LaughiConcept
 - retravailler la liste des substances émises au regard des éléments brûlés : plastique notamment
- Demande : L'exploitant intégrera ces éléments dans une révision de son rapport d'accident.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article Article 8

Prescription contrôlée :

La remise en service des activités du bâtiment Affinage visées à l'article 2 est subordonnée à son nettoyage, et à la remise en état et à la conformité des installations électriques.

La remise en service des activités du bâtiment Recyclage/Stockage du site visées à l'article 2 est subordonnée à :

la démonstration de la mise en œuvre de moyens matériels et humains adaptés et suffisants pour exploiter les installations en toute sécurité selon les dispositions de l'article 3 ci-dessus ;

la réparation des installations endommagées ;

la transmission des éléments suivants :

résultats des analyses des eaux du bassin technique du site ;

résultats des analyses des eaux pluviales lors des opérations de nettoyage des installations;

attestation de remise en état et de conformité des installations électriques ;

attestation de remise en état et de conformité du système de détection d'incendie ;

attestation de remise en état et de conformité des exutoires de désenfumage ;

attestation de remise en état de la télésurveillance ;

attestation de remise en état et de conformité des moyens de défense contre l'incendie : RIA, extincteurs ;

au rétablissement de la capacité de rétention du site pour accueillir les eaux d'extinction incendie et les éventuelles eaux polluées dans le cadre d'un éventuel nouveau sinistre ;

la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans le rapport d'accident et/ou dans les rapports d'expertise.

La décision relative à la remise en service de ces activités interviendra à l'issue de l'analyse, par l'inspection des installations classées, des éléments fournis par l'exploitant pour l'application du présent article.

Constats : La remise en service des activités suspendues par l'arrêté a fait l'objet de plusieurs échanges et fourniture de justificatifs en amont de la visite et jusqu'au 6 janvier 2021 concernant les dernières réserves à lever.

Par courriel du 6 janvier 2021, compte tenu de l'ensemble des éléments transmis, et notamment :

- attestation de la société CHUBB du 05/01/2022 que la détection incendie est opérationnelle
- attestation Q18 corrigée attestant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion et confirmation par l'organisme contrôleur que les points non vus ne concernent pas les zones touchées par le sinistre

- la déclaration de l'exploitant concernant la levée des écarts du Q19 (rapport de thermographie)

- la séparation des piles/batteries lithium des autres piles et mise en oeuvre d'une nouvelle procédure de dépollution piles/batteries lithium selon le standard battribox

l'inspection a indiqué que les conditions de sécurité vérifiées par sondage sont satisfaisantes et a confirmé que l'exploitant pouvait reprendre les activités suspendues par l'arrêté de mesures d'urgence du 25 novembre 2021 sous réserve au préalable :

- de rendre sa pleine capacité de rétention au bassin de rétention (ouverture de la vanne de barrage)

- de s'assurer du caractère opérationnel des réserves de sables secs pour lutter contre un feu naissant (présence de pelle à proximité du sable) et de la bonne information des opérateurs

Demande : Lors du prochain contrôle des installations électriques, l'exploitant devra s'assurer qu'il s'agit d'une vérification complète.

Type de suites proposées : Sans suite